

"Coup de poignard suicidaire" dans Die Welt (27 septembre 1972)

Légende: Le 25 septembre 1972, les Norvégiens s'opposent par voie référendaire à l'adhésion de leur pays au Marché commun européen. Deux jours plus tard, le quotidien allemand Die Welt analyse les raisons de ce refus.

Source: Die Welt. Unabhängige Tageszeitung für Deutschland. Herausgeber Kremp, Herbert. 27.09.1972, Nr. 225. Hamburg: Die Welt. "Dolchstoß von eigener Hand", auteur:Schützsack, Axel , p. 4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/coup_de_poignard_suicidaire_dans_die_welt_27_septembre_1972-fr-2dd5bf65-ae6e-44f3-889d-d33e11c0daf.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Coup de poignard suicidaire

Par Axel Schützack

Oslo

Le «non» de la Norvège à l'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) – Un échec pour l'Europe, une défaite pour le pays

Les dés sont jetés en Norvège. Lors du référendum sur l'adhésion à la Communauté, la victoire des opposants a été plus écrasante que prévu et la défaite des partisans pire que ce qu'on craignait. La situation politique désastreuse dans laquelle le résultat référendaire plonge le pays s'est dessinée nettement le soir même de la consultation. Les responsables politiques sont bien conscients que la Norvège entre dans une ère difficile.

À l'issue du référendum, le Premier ministre travailliste, Trygve Bratteli, a confirmé la démission de son gouvernement. Les conservateurs ont de leur côté réaffirmé qu'ils n'étaient pas prêts à participer à un gouvernement en pleine formation dont la première tâche sera de négocier à Bruxelles un traité de libre-échange entre la Norvège et la Communauté. Ces deux partis représentent près de soixante-dix pour cent des députés du Storting, le Parlement norvégien. Les libéraux et les chrétiens-démocrates, qui totalisent dix-huit pour cent des mandats du Storting, sont divisés sur la question de la CEE. Les dix pour cent restants, constitués par les centristes de Per Borten, sont les seuls à rejeter en bloc l'adhésion.

Au soir du référendum, il était déjà évident que l'un des principaux artisans du résultat, l'ancien chef du gouvernement, Per Borten, ne savait trop que faire de sa victoire. Il esquiva toutes les questions qui cherchaient à établir comment il entendait reprendre les rênes après la victoire électorale des opposants à la CEE. Alors que Borten persistait dans son silence sur cette question, les plus activistes et les plus militants de ses auxiliaires dans la guerre contre les traités de la CEE, les sociaux-démocrates et les communistes savaient, eux, comment s'y prendre. Le dirigeant du parti social-démocrate, Finn Gustafson, proposa un nouveau gouvernement social-démocrate qui ne soit pas sous la direction de Bratteli, la victoire électorale des opposants à l'adhésion symbolisant selon lui la victoire sur la classe dirigeante au pouvoir. Encore une fois, Per Borten resta silencieux face aux attaques cinglantes de Finn Gustafson contre la démocratie représentative.

En effet, la démocratie représentative a essuyé une défaite lors du référendum norvégien sur l'adhésion du pays à la CEE, et la démocratie directe s'est dévoilée sous son aspect pernicieux. La campagne électorale a permis aux démagogues d'exploiter le sentiment nationaliste profondément enraciné chez les Norvégiens sans se soucier des conséquences politiques concrètes et graves que ne manquerait pas d'entraîner un rejet de l'adhésion. On ne peut que leur reprocher d'avoir, pour ainsi dire, abusé sans vergogne du sentiment nationaliste du citoyen norvégien à différentes occasions lors de la campagne contre l'adhésion à la CEE. Ce reproche pèse d'autant plus lourd qu'ils savaient qu'ils ne porteraient pas la responsabilité politique de leurs actes, mais qu'ils n'auraient plus qu'à se retirer en vainqueurs au soir des élections.

Quelques phrases suffisent à résumer les causes de la tragédie dans laquelle le résultat du scrutin a plongé la Norvège. Des militants hostiles à l'adhésion sont parvenus à empêcher un débat de fond sur les avantages et les inconvénients d'une adhésion en transformant le problème norvégien de l'adhésion à la CEE en credo politique par transfiguration nationaliste. Le sujet n'était plus du tout de savoir si l'on était pour ou contre la CEE, mais bien si l'on était un bon ou un mauvais Norvégien.

Il faut reconnaître qu'un grand nombre de personnes au sein du mouvement populaire hostile à l'adhésion se souciaient de plus en plus de cette dégénérescence de la campagne électorale, mais on peut également leur reprocher de n'avoir rien tenté de concret pour éviter cette évolution. Il est vrai aussi qu'une grande partie de la population rurale et des pêcheurs norvégiens étaient sceptiques dès le début à l'égard de la CEE.

La décision quant à l'adhésion aurait sans doute été plus élégante et plus saine au point de vue politique si

elle avait été prise selon les principes de la démocratie parlementaire représentative, au sein du Storting. Cette voie n'était plus possible après le revirement de l'ancien chef du gouvernement, Per Borten, passé du camp des partisans au camp des opposants. En effet, la majorité des trois quarts des députés du Storting, exigée par la Constitution norvégienne pour pouvoir modifier les lois, ne pouvait plus être atteinte. La volte-face de Borten assura également au mouvement populaire hostile à l'adhésion les voix des agriculteurs et des petits consommateurs. Étant donné l'écrasante majorité de la population rurale opposée à l'adhésion, les électeurs ruraux des sociaux-démocrates ont à leur tour abandonné Bratteli.

Au lendemain du référendum, la Norvège semble au bord d'une grave crise politique intérieure, dont on ne voit pas l'issue. Cette crise est encore aggravée par le fait qu'il faut veiller à libérer le plus rapidement possible les esprits qui ont initié la campagne électorale, dans l'intérêt du fonctionnement de la démocratie parlementaire. Il faut que le calme et la prudence retrouvent de toute urgence leur place dans le paysage politique norvégien tourmenté. Le résultat électoral du référendum est certes un échec pour l'Europe, mais il est avant tout une défaite pour la Norvège.